

CAFOUILLAGE FISCAL

Le Figaro (Gaëtan de Capèle)

"(...) Aussi, lorsque au sortir d'une dégelée fiscale historique, le nouveau chef du gouvernement ne trouve rien de mieux à annoncer que le report des baisses d'impôts promises, il y a de quoi déchaîner les passions. Instruit par le désastre du précédent quinquennat en matière fiscale, Emmanuel Macron a donc été bien inspiré de rectifier immédiatement le tir, avant que le doute s'installe sur la validité de son programme, ainsi que sur sa ligne de conduite. Si les choses semblent remises en ordre, ce cafoouflage n'en constitue pas moins un avertissement sans frais. Pour rétablir la confiance, une politique fiscale exige de la lisibilité et de la constance(...)"

La Croix (Guillaume Goubert)

"S'il y a quelque chose de frappant chez Emmanuel Macron, c'est sa capacité à corriger rapidement le tir, sans attendre d'être sous pression et, accessoirement, sans faire acte de contrition. Sa manière de célébrer le premier tour de l'élection présidentielle avait-elle été jugée "bling-bling" ? Le soir de sa victoire, il opta pour des gestes sobres et solennels. Nouvel exemple avec sa décision, connue hier, d'introduire sans attendre les allègements fiscaux promis lors de sa campagne, contrairement à ce que la déclaration de politique générale du premier ministre avait laissé penser quelques jours plus tôt(...)"

L'Opinion (Nicolas Beytout)

"(...) Emmanuel Macron n'a donc mis que quelques jours pour analyser l'ampleur de l'erreur commise à l'occasion du discours de politique générale de son Premier ministre, et le boulet politique qu'il était en train de s'accrocher à la cheville pour le reste de son quinquennat. C'est une nouvelle manifestation de ce qu'on pourrait appeler la " oups politique ". Le futur chef de l'Etat exulte-t-il ostensiblement au soir du premier tour de l'élection présidentielle ? L'après-second tour sera tout entier en retenue et en solennité. Nomme-t-il des ministres au curriculum vitae peu compatible avec la nouvelle exigence moralisatrice ? Il les évacue promptement ou fait en sorte qu'ils renoncent d'eux-mêmes. Enfin, des réformes fiscales promises pour le début de son quinquennat sont-elles ajournées ? Ce petit arrangement avec les grandes promesses est vite abandonné(...)"

Ouest-France (Michel Urvoy)

"Ceux qui voient un désaccord, sur les réformes à mener, entre Édouard Philippe et Emmanuel Macron, se trompent. Que l'un annonce une refonte fiscale pour 2022 et que l'autre précise qu'elle débutera en 2018 n'est pas le signe d'une grande divergence ! En revanche, les formulations ont leur importance. Car du calendrier dépend en partie la confiance ; de la confiance dépend en partie la croissance ; de la croissance dépend en partie le respect des

promesses.(...) Emmanuel Macron doit tout faire... en même temps ! Parce que sa seule chance sera de réunir assez d'éléments de confiance pour trouver mécaniquement les milliards dont il a besoin pour tenir ses engagements.Voilà pourquoil ne faut pas prendre pour de la divergence ce qui n'est qu'affaire de pilotage."

L'Est Républicain (Philippe Marcacci)

"(...) Le temps d'un week-end, le gouvernement a en effet laissé filer près de 13 milliards d'euros de prélèvements obligatoires en confirmant les baisses d'impôt décidées par François Hollande en 2016 (7 milliards) ainsi que les réformes de l'ISF et de la taxe d'habitation. Il faudra donc manier un peu plus le rabot pour respecter le sacro-saint objectif de ramener la dette publique à 3 % du PIB. Car il n'est pas seulement question d'espèces sonnantes et trébuchantes. Le ressort tient aussi du symbole. La fiscalité est un marqueur. Il faut montrer que les positions sont tenues, que la confiance peut s'installer. Chez les particuliers invités à consommer comme pour les entreprises susceptibles d'investir. Une éventuelle reprise est à ce prix".

La République des Pyrénées (Jean-Michel Helvig)

"(...) Emmanuel Macron sait qu'une des conditions d'un vrai "choc" de croissance pour le pays repose dans une large part sur une confiance retrouvée dans la parole publique, chez les entrepreneurs et investisseurs, mais aussi chez les citoyens consommateurs qui peinent encore se défaire de ce scepticisme foncier qui les amènent (comme naguère) à porter des jugements négatifs sur toutes les réformes proposées. On l'observe encore avec le projet de réforme du code du travail."

Charente Libre (Maurice Bontinck)

"(...) S'il veut démontrer que sa politique est bien différente de celles menées depuis plus de trente ans, le président de la République devra simplifier sa "pensée complexe" qui ne lui permet pas de répondre à l'interview trop convenue du 14 juillet. La stratégie du "en même temps" a ses limites. Difficile pour ne pas dire impossible de draguer les milieux d'affaires avec un geste de trois milliards qui correspond à la sortie du capital non immobilier de l'ISF, tout en taxant plus les retraites supérieures à 1200 euros, via la hausse de la CSG. Sans oublier l'instauration du jour de carence dans la fonction publique ou le détricotage du code du travail, lancé hier à l'Assemblée. Forcément, cela donne l'impression que certains sont plus égaux que d'autres pour se serrer la ceinture."

Midi libre (Eric Marty)

"L'enchaînement des communications sur les mesures fiscales n'aura pas eu les effets souhaités. Voulant montrer qu'il engagerait rapidement les réformes inscrites dans le programme électoral du candidat Macron, le gouvernement s'est pris les pieds dans le tapis de ses réflexions à voix haute. Pressé de dire sa méthode pour réduire les déficits, soupçonné de vouloir donc surseoir aux baisses d'impôts, l'exécutif a fait machine arrière en réinscrivant la baisse de la taxe d'habitation et celle de l'ISF dans le calendrier 2018, au son des critiques. Pas sûr cependant que cela suffise à atténuer l'impression de flou et les accusations de trop pencher du côté des entrepreneurs.(...)"

La Voix du Nord (Hervé Favre)

"Si on doutait encore de l'adresse où sont prises les décisions du gouvernement, entre l'Élysée et Matignon, la séquence sur le calendrier des baisses d'impôts est éloquent. Dans son discours de politique générale le 4 juillet, Édouard Philippe avait laissé dans le flou la date du coup d'envoi des baisses d'impôts promises à 80 % des ménages



Syndicat FO Centrale de Bercy
Nord 5 - Pièces 0044/0053 - Bâtiment Vauban
139 rue de Bercy 75572 Paris cedex 12

français. Elle était programmée " avant la fin du quinquennat ", ce qui laissait quand même une grande marge dans l'application. La mise au point est arrivée hier matin. (...)La consigne pour Matignon et Bercy est claire : la baisse des prélèvements est obligatoire !"

La Nouvelle République du Centre-Ouest (Denis Daumin)

"(...) Le coup de l'héritage, franchement... Et l'urgence budgétaire justifiant la refonte de l'ISF, quelle illusion ! Voici la rente, dans la mire du gouvernement, et son corollaire, la figure balzacienne du propriétaire. Ces regrattiers à mitaines et sans audace feraient obstacle à la relance et retardent le choc de confiance... Cibles en trompe - l' - oeil met en garde depuis Argenton, l'ex argentier. Le matraquage fiscal de ces gros épargnants, petites fortunes finalement, pénalisera des pans entiers d'activité, tandis que derrière ce paravent prospéreront les tyrannosaures financiers. L'impôt à son plafond, la réforme expéditive aussi, finalement."

CODE DU TRAVAIL

Républicain Lorrain (Bernard Maillard)

"C'est Emmanuel Macron qui a la main sur la réforme du Code du travail, Muriel Pénicaud est son prophète et le Parlement sa chambre d'enregistrement. Le gouvernement ne fait même plus semblant, comme au temps des 49-3 de Manuel Valls, d'inspirer l'oeuvre commune. Et donc, aucun suspense. Dans dix-huit jours, au terme de onze séances de discussion, 313 députés au moins, plus sans doute une poignée de constructifs, accorderont à l'Élysée le feu vert exigé. S'il se trouve sur les bancs de La République en marche des femmes et des hommes compétents, porteurs de bonnes idées pour amender les desseins de Jupiter... qu'ils se taisent, ils ne sont pas là pour ça !(...)"

La Montagne (Florence Chédot)

"(...) Pour le gouvernement, il s'agit de prendre de vitesse tout le monde. Faire vite, avant que la torpeur estivale ne s'évanouisse. Avant que les affaires n'entraient la ministre du Travail. Avant que les syndicats, comme anesthésiés, ne se réveillent. Avant que les patrons, qui montrent déjà quelques signes d'impatience, ne désespèrent des velléités réformatrices de Macron. Lui qui a placé son mandat sous le signe de l'efficacité et ne veut surtout pas ressembler à Hollande. Il a beaucoup à perdre dans cette histoire. Non loin de là, les concertations se poursuivaient hier avec les syndicats autour de ce pavé rouge, objet de toutes les obsessions. Certes, il faut attendre d'en savoir plus sur le contenu des ordonnances, puisque c'est un détail qui n'en est pas un. Mais demeure tout de même une question entêtante : à partir du moment où la flexibilité du marché n'a pas encore prouvé ses liens avec l'emploi, ce saut dans l'inconnu nous mènera-t-il vers de plus beaux matins ?"

Dernières Nouvelles d'Alsace (Pascal Coquis)

"(...) L'expéditive méthode de gouvernance par le biais d'ordonnances n'est pas un coup en traître. Elle était annoncée et c'est en toute conscience que les Français, en tout cas ceux qui se sont déplacés aux urnes, et leurs représentants à l'Assemblée ont signé un chèque en blanc au gouvernement. Car c'est exactement de cela qu'il s'agit au fond avec cette loi d'habilitation. Appuyé sur un socle majoritaire inébranlable et conforté par une opposition disloquée et inaudible, Emmanuel Macron a toute latitude pour mener la réforme qu'il veut sans que le débat parlementaire dépasse le cadre du symbolique. L'objectif est donc d'aller vite, le plus vite possible. Et de tout boucler d'ici la fin du mois afin d'éviter aux partenaires sociaux de regimber. Ce n'est plus seulement Jupiter à l'Élysée, c'est Buzz l'Eclair au Parlement. Forcément, c'est un changement."



Syndicat FO Centrale de Bercy
Nord 5 - Pièces 0044/0053 - Bâtiment Vauban
139 rue de Bercy 75572 Paris cedex 12

L'Union/L'Ardennais (Gilles Grandpierre)

"(...) Dans la foulée d'un Président qui zappe l'entretien du 14 juillet avec les journalistes, dans la foulée d'un parti qui souhaite s'adresser davantage aux "médiats sociétaux pour casser la lecture politique des partis", comme l'indiquait ce weekend un chef "marcheur", voilà donc les députés qui pouffent quand l'opposition demande à exister. Ou pire, ne disent rien quand un débat, tel celui qui s'est ouvert hier sur la réforme du code du travail, promet des passes d'armes musclées. Il est vrai que lorsque ces mêmes députés parlent, c'est plus souvent pour alimenter les bêtisiers d'internet que pour enrichir les dictionnaires de mots d'auteurs. Vous direz que des "godillots" taiseux, il y en a toujours eu. Certes, mais quand ils sont nombreux à ne rien dire, ils font plus de bruit."

REGLES DU JEU

Les Echos (Cécile Cornudet)

"Dans le grand ménage post-présidentielle qui saisit les anciens partis de gouvernement, il n'y a qu'un seul fil rouge : il faut se purifier, se démarquer d'une ancienne politique qui a failli. Mais comment ? C'est là que la confusion guette. Chacun cherche le chemin de ce purgatoire. Une partie de LR le voit dans l'exclusion de ceux qui ont "trahi". (...) D'autres le trouvent dans une prise de distance avec le parti. (...) Car, rassurez-vous, si les règles du jeu se réinventent sous nos yeux, son objectif, lui, reste immuable. S'imposer dans un camp, en devenir le candidat, gagner la présidentielle. Mais, avant cela, tout faire pour le faire oublier."

Courrier Picard (Jean-Marc Chevauché)

"(...) Pendant que la droite fait du jardinage et coupe ses branches pourries, le PS s'aplatit comme une poire blette et continue à prendre ce qui lui reste d'éleccode du travail, règles du jeteurs pour des prunes. Il tente de redorer une image en ras- semblant des pseudo-courants dans une direction poussive à 28... Presque au- tant qu'il a de députés. La question n'est pas de savoir pourquoi ce truc mort a encore 31 députés, mais comment il a convaincu ses derniers électeurs. Mystère. Le PS ne sait pas où il veut aller. La droite le sait. Elle a un coup d'avance.3

L'Eclair des Pyrénées (Philippe Reinhard)

"(...) Emmanuel Macron a lui-même fixé les règles du jeu. S'il laisse son Premier ministre expliquer sa politique, c'est pour lui demander d'explicitier la pensée " complexe du chef ". Quitte à corriger, le cas échéant, les propos du locataire de Matignon. Quant aux ministres, ils ne sont autorisés à parler que sur les dossiers de leurs compétences. En termes de communication, Emmanuel Macron s'inspire de son prédécesseur, François Hollande. Pour faire exactement le contraire. Hollande parlait aux journalistes à tort et à travers. Là où François Hollande était trop bavard, Emmanuel Macron se veut taiseux. Pour le moment, cela marche plutôt bien. Reste à savoir ce que vaudra cette com' présidentielle quand viendront les difficultés."



Syndicat FO Centrale de Bercy
Nord 5 - Pièces 0044/0053 - Bâtiment Vauban
139 rue de Bercy 75572 Paris cedex 12